



**Search for
Common Ground**
Confiance, Collaboration, Percées



Mali : Scan de conflit

“IR MA CIINO BANA FONDARA !” - Construisons pour la paix

Région Gao – Cercle Gao-Ansongo – Commune [Ansongo, Gao, Tilemsi]

AVRIL 2023

Étude menée par : [Sory COULIBALY](mailto:sicoulibaly@sfcg.org) (sicoulibaly@sfcg.org) - **officier en suivi et évaluation de Search For Common Ground, Mopti, Mali**

Contact:

Tahirou DOUNDA
Directeur Pays
Search for Common Ground
Bamako-Mali
Email : tdounda@sfcg.org

Moussa LEWA
Manager suivi -évaluation
Search for Common Ground
Bamako-Mali
Email : mlewa@sfcg.org

Table des matières

Table des matières 2

<i>Sigles et abréviations</i>	3
1. Résumé exécutif	4
2. Contexte du conflit scan	5
2.1. Objectif du conflit scan	5
2.2. Méthodologie	6
3. Evolutions récentes	6
3.1 Exacerbation des conflits communautaires liés à l'utilisation des infrastructures autour des ressources naturelles	6
3.2 Tensions autour de la gestion des ressources éducatives à Ansongo et Gao	9
3.3 Tensions autour de la gestion des centres de soins de santé communautaires (CSCOM) à Ansongo, Gao et Tilemsi	10
3.4 Tensions sur le marché de l'échalote dans la commune d'Ansongo : Concurrence, espace de vente limité et fixation des prix	10
4. Perception sur l'inclusion et la participation dans les prises de décision autour des infrastructures communautaires	11
4.1 Perception divisée concernant l'inclusion des jeunes et des femmes	11
4.2 Pouvoir d'agir limité des jeunes et des femmes dans les processus de décision	12
4.3 La gestion et à la qualité des infrastructures communautaires	13
5. Analyse ne pas nuire et recommandations sensibles aux conflits	14
5.1 Les opportunités	14
5.2 Analyse des risques pour la mise en œuvre du projet	15
5.3 Recommandations formulées par les participants aux entretiens	16
6. Recommandations	17
7. Conclusion	18

Sigles et abréviations

ASACO: Association de Santé Communautaire

CSCOM : Centre de Santé Communautaire

COFO: Commission foncière

CAFO: Coordination des Associations et Organisations Féminines du Mali

DM&E: Design monitoring and evaluation

FGD: Focus Group Discussion

KII: Key Informant Interviews

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PDI : Personnes Déplacées Internes

PIB: Produit Intérieur Brut

1. Résumé exécutif

Le projet intitulé « **Construisons pour la paix** » vise principalement à renforcer la cohésion sociale et l'accès aux services de base dans la région de Gao, au Mali. Il est financé par la fondation "Facilité G5 Sahel" pour une durée de trois ans et demi, depuis novembre 2021. Ce projet est mis en œuvre par un consortium d'ONG composé d'ACTED, Search For Common Ground (Search), Impact Reach et Tassaght. Ce scan de conflit, conduit en Mars 2023, a examiné l'évolution des conflits récurrents autour des infrastructures socio-économiques, une année après le début de la mise en œuvre du projet et l'analyse de conflits effectuée en février 2022 dans les cercles d'Ansongo et Gao au Mali.

Search a initié ce conflit scan qui a touché **124 personnes** dont 97 personnes à travers les groupes de discussion et 27 personnes à travers les entretiens individuels dans les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi.

Ce scan de conflit en mars 2023, démontre une persistance des tensions autour des ressources naturelles, avec des conflits alimentés par le favoritisme et le non-respect des consignes dans la gestion des infrastructures hydrauliques, ainsi que par la rivalité entre les usagers. Les tensions se sont également déplacées vers d'autres domaines, notamment la gestion des centres de santé et d'écoles. Aussi, les tensions entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs dans la région de Gao au Mali ont évolué entre 2022 et 2023. Durant l'analyse de conflit initial, les conflits étaient principalement liés à la divagation des animaux autour des périmètres irrigués et à la destruction des champs cultivés, conduisant à des affrontements violents entre les parties. En revanche, en 2023, les tensions se sont élargies pour inclure également les pêcheurs, en raison de la compétition pour l'accès aux ressources naturelles et aux infrastructures connexes. Les enjeux économiques demeurent au cœur de ces tensions. Le changement climatique et la pression démographique ont exacerbé ces conflits, créant un terrain fertile pour les affrontements physiques et les pertes économiques.

L'étude identifie plusieurs facteurs alimentant ces dynamiques de conflit, notamment l'exclusion des femmes, des jeunes, des personnes démunies et des déplacés dans les processus de décision concernant les infrastructures. Les tensions résultent également de la monopolisation des infrastructures par certains membres des comités de gestion, ainsi que de la mauvaise qualité et de l'insuffisance des installations.

La gestion et l'accès aux infrastructures sont également remis en question. La mise en place des comités de gestion sans concertation et la désignation automatique des gestionnaires parmi ceux qui participent aux activités des ONG favorisent le népotisme. La mauvaise qualité des infrastructures, en particulier des points d'eau, entraîne des conflits dus à la diminution progressive de la quantité d'eau disponible et à la dégradation des installations.

Comprendre ces dynamiques conflictuelles est essentiel pour promouvoir le développement inclusif et durable de la région. Des mesures doivent être prises pour favoriser la participation transparente et inclusive de tous les membres de la communauté, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes défavorisées et des déplacés. Il est également crucial d'améliorer la qualité des infrastructures, de renforcer la gestion des ressources hydriques et d'assurer une maintenance régulière.

L'analyse "ne pas nuire" met en évidence les risques potentiels tels que l'aggravation des inégalités, la marginalisation des groupes vulnérables et la dégradation des relations sociales. Cependant, elle identifie également des opportunités d'action pour atténuer ces risques et favoriser des changements positifs.

Une coordination efficace entre les parties prenantes, y compris les autorités locales, les ONG et la communauté, sera nécessaire pour surmonter les défis tels que les intérêts personnels et les contraintes financières. En adoptant une approche basée sur les principes “ne pas nuire”, il est possible de transformer les infrastructures communautaires en moteurs de développement inclusif et durable, contribuant ainsi à renforcer la cohésion sociale et l'accès aux services de base dans la région de Gao, Mali. Ce scan de conflit propose des recommandations pour une adaptation programmatique sensible aux conflits.

2. Contexte du conflit scan

Le Mali fait face depuis 2012 à une crise complexe où s'entremêlent conflits inter et intracommunautaires, implantation de groupes extrémistes violents, et compétition pour la gouvernance des territoires et l'accès aux ressources.

Dans ce contexte, depuis novembre 2021, le consortium d'ONG composé d'ACTED, de Search for Common Ground, de TASSAGHT et d'IMPACT/REACH met en œuvre le projet intitulé "Construisons pour la paix" dans la région de Gao, au Mali. Ce projet vise principalement à renforcer la cohésion sociale et l'accès aux services de base sur une durée de trois ans et demie.

En février 2022, Search For Common Ground a mené une étude de base qui comprenait une analyse des dynamiques de conflits liées aux infrastructures socio-économiques dans les différentes communes où le projet est mis en œuvre. Les principaux résultats de cette étude révèlent que l'accès aux infrastructures disponibles est perçu comme inégal, étant conditionné par des facteurs identitaires, une mauvaise répartition spatiale des infrastructures, le népotisme et une mauvaise gestion des infrastructures selon les personnes interrogées. Cette perception d'inégalité d'accès a un impact sur la confiance et la satisfaction à l'égard des services de l'État. Les inégalités d'accès aux infrastructures affectent également la cohésion sociale au niveau des différentes communes. En ce qui concerne les dynamiques économiques, l'étude révèle que chaque commune dispose d'infrastructures offrant des opportunités de développement et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes. Le processus d'identification de ces infrastructures est perçu comme moins inclusif que le suivi des infrastructures existantes. Un an après le début de la mise en œuvre du projet, en mars 2023, Search réalise le premier scan de conflit afin de mettre à jour l'évolution des dynamiques de conflits liées aux infrastructures socio-économiques dans les différentes communes du projet. Cette analyse permettra d'orienter le consortium dans la prise de décision afin que les activités réalisées ne contribuent pas à amplifier les tensions existantes.

2.1. Objectif du conflit scan

L'objectif principal de ce premier scan de conflit est d'identifier et de comprendre les dynamiques des conflits autour des infrastructures socio-économiques dans les localités d'intervention du projet.

Les objectifs spécifiques de ce conflit scan se déclinent comme suit :

- Objectif 1: Comprendre les dynamiques des conflits autour des infrastructures socio-économiques des zones d'interventions du projet;
- Objectif 2 : Identifier comment ces conflits peuvent affecter la mise en œuvre du projet;
- Objectif 3 : Analyser le « Do No Harm » et faire des recommandations sensibles aux conflits.

2.2. Méthodologie

L'approche utilisée pour ce scan était purement qualitative et a été réalisée dans les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi. Sept enquêteurs, dont deux femmes, ont collecté des données du 24 au 27 mars dans les trois communes. Au total, 12 groupes de discussions (FGD) et 27 entretiens individuels ont été menés dans les trois communes. Les FGD ont permis d'atteindre 97 personnes, dont 38 femmes, tandis que les entretiens individuels ont inclus la participation de 5 femmes. Il est important de préciser que les tendances rapportées dans ce rapport sont basées sur l'analyse des données provenant des différents entretiens (voir la répartition détaillée des participants aux entretiens KII et FGD en annexe).

3. Evolutions récentes

L'analyse des données issues de ce scan de conflit relève des conflits récurrents autour des infrastructures socio-économiques dans les cercles d'Ansongo et Gao qui induisent à des tensions communautaires : conflit liés aux infrastructures autour des ressources naturelles (point d'eau, infrastructures hydrauliques, tensions entre agriculteurs et éleveurs), le conflit lié à la gestion des écoles et enfin les conflits lié au centre de santé communautaire (CSCOM).

3.1 Exacerbation des conflits communautaires liés à l'utilisation des infrastructures autour des ressources naturelles

Les tensions autour de ce conflit sont manifestes dans les 3 communes (Ansongo, Tilemsi et Gao) de cette étude. A ce niveau il est important de mentionner qu'il y a deux types de manifestations

- **Tensions liées à la gestion des point d'eau et leurs implications sociales**

Les tensions liées à la gestion des points d'eau se manifestent principalement par des disputes entre les usagers, souvent accompagnées d'injures et de violences physiques. Ces conflits découlent du non-respect des consignes, tels que l'enlèvement des chaussures avant de monter sur la terrasse ou le respect de l'ordre d'arrivée. En analysant de manière approfondie, il apparaît que les usagers favorisés sont souvent ceux qui ont des affinités avec les gérants, en plus de ne pas respecter les consignes. Une autre cause profonde de ces tensions réside dans la qualité de l'eau qui se détériore à certaines heures de la journée, ce qui crée une frustration pour ceux qui viennent tôt et ne peuvent pas admettre que les arrivants tardifs prennent leur tour.

Chaque individu souhaite être servi en premier, ce qui génère des rivalités et des disputes entre les usagers des points d'eau. Les intérêts des protagonistes sont directement liés aux causes des conflits. Certains reprochent aux gérants des points d'eau de favoriser certains usagers au détriment des autres, créant ainsi un sentiment d'injustice. De plus, les rivalités entre les usagers découlent du désir de chacun d'être servi en premier.

Les principaux acteurs impliqués dans ces conflits sont les jeunes, les femmes des communautés hôtes et déplacées, ainsi que les gérants des points d'eau. Bien que les adultes (hommes) soient rarement impliqués, il est important de noter que les jeunes et les femmes sont les plus touchés par ces conflits, car les tensions liées au point d'eau entraînent des retards dans la réalisation des travaux domestiques pour les femmes (cuisine, lessive et nettoyage de la maison), ce qui peut engendrer des disputes au sein du foyer. Il est également important de souligner que ces tensions au sein de la communauté entravent la

collaboration et la cohésion sociale. De manière générale, ce sont les femmes et les jeunes qui transportent l'eau pour les besoins essentiels de la famille (cuisine et lessive) dans les différentes communes.

- **Tensions entre agriculteurs et éleveurs/ pêcheurs pour accéder aux ressources naturelles et les infrastructures connexes autour de ces ressources dans les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi**
 - *Tension entre agriculteurs et éleveurs : Préjudices agricoles et lutte pour les ressources*

La tension séculaire entre les agriculteurs et les éleveurs demeure un conflit récurrent, comme l'ont confirmé les différentes études menées par Search au cours des cinq dernières années. Selon les participants à cette analyse de conflit, cela se traduit par des affrontements entre les deux parties, souvent accompagnés de violences physiques. Les affrontements deviennent encore plus violents lorsque les agriculteurs décident de se faire justice en saisissant les animaux responsables des dommages causés à leurs champs.

Il est important de souligner que la majorité des agriculteurs ne travaillent que pendant les quatre mois de la saison des pluies, ce qui fait d'eux des dépendants des terres cultivées pour leur subsistance tout au long de l'année. En revanche, les éleveurs ont besoin de pâturages pour nourrir leur bétail. La principale cause de ce conflit est la destruction des cultures par les animaux, ce qui menace directement les moyens de subsistance des agriculteurs. Les éleveurs estiment également que les espaces de pâturage disponibles ne suffisent pas à nourrir leurs troupeaux et reprochent aux agriculteurs d'occuper tous les espaces lors des périodes de cultures.

Il convient de noter que 63% de la population malienne vit en milieu rural, et l'économie du pays dépend fortement du secteur agropastoral, représentant 33% du produit intérieur brut (PIB), dont 19,1% pour l'agriculture et 8,5% pour l'élevage¹. Les productions agricoles du pays sont étroitement liées aux niveaux de précipitations, et les régions arides comme Kidal, Gao et Tombouctou connaissent des pénuries alimentaires en période de soudure. Le changement climatique contribue également à la diminution des rendements agricoles, accentuant ainsi les tensions.

Selon les agriculteurs, la seule motivation des éleveurs est de nourrir leur bétail, et ils estiment que ces dommages sont intentionnellement causés, même dans les périmètres maraîchers qui sont clôturés. Les principaux acteurs impliqués dans cette tension sont les agriculteurs et les éleveurs, et cette rivalité est profondément enracinée dans leurs intérêts et leurs modes de subsistance. Les mécanismes de gestion des conflits existants sont rarement consultés pour résoudre les tensions, ce qui contribue à les amplifier.

Il est important de souligner que le service d'agriculture joue un rôle essentiel dans la gestion de ces tensions, car c'est auprès de ce service que les agriculteurs doivent signaler les dommages causés par les animaux dans leurs champs. Sur la base du procès-verbal dressé par les techniciens du service d'agriculture, la justice est saisie pour statuer sur les dommages. Cependant, la lenteur et la

¹ Etude réalisée par le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire de la France: <https://agriculture.gouv.fr/mali>

méconnaissance des procédures par les parties en conflit (agriculteurs et éleveurs) poussent souvent les agriculteurs à rendre justice eux-mêmes.

- *Tensions entre éleveurs et pêcheurs : lutte pour l'accès aux ressources naturelles*

La commune d'Ansongo est le théâtre d'une tension spécifique entre éleveurs et pêcheurs, comme le révèle le scan de conflits réalisé. Cette tension trouve principalement sa source dans les interactions entre ces deux groupes autour des mares et des parties du fleuve utilisées à la fois pour l'élevage et la pêche. Alors que la pêche représente 5% du PIB² et revêt une importance économique non négligeable, il est important de souligner que les pêcheurs sont considérés, dans la tradition, comme les gardiens du fleuve et des mares, ce qui peut expliquer leur manque de considération des besoins des autres usagers lorsqu'ils installent leurs filets de pêche.

Les éleveurs, en amenant leur bétail pour s'abreuver, peuvent endommager les filets de pêche, entraînant ainsi des pertes économiques pour les pêcheurs. La compétition pour l'accès aux ressources naturelles, dans un environnement souvent difficile, crée un terreau fertile pour les conflits entre éleveurs et pêcheurs. Les enjeux économiques sont au cœur de cette tension, car la pêche représente une source de revenus vitale pour les pêcheurs, tandis que l'élevage est essentiel à la subsistance des éleveurs. Il convient de noter que dans cette commune, une grande partie de la population dépend de la pêche, grâce au fleuve Niger.

Les éleveurs sont motivés par leurs intérêts économiques lorsqu'ils entretiennent cette tension, voyant l'accès aux mares et au fleuve comme une opportunité d'abreuver leurs animaux et de répondre à leurs besoins. Cependant, cette quête de ressources peut dégénérer en conflits violents, caractérisés par des insultes, des coups et des blessures entre les parties. Il est important de souligner que la motivation principale des éleveurs à entretenir cette tension est purement économique, car l'élevage constitue pratiquement l'activité qui leur permet de subvenir à leurs besoins. Lorsqu'ils se rendent aux mares ou au fleuve, les éleveurs cherchent avant tout à abreuver leur bétail et à répondre à leurs propres besoins liés à l'élevage. La tension entre éleveurs et pêcheurs découle ainsi de la compétition pour l'accès aux ressources naturelles nécessaires à leurs activités respectives.

- *Conflit fonciers entre communautés hôtes et personnes déplacées internes : Implications pour l'utilisation des ressources naturelles*

Ce type de conflit a été observé dans les communes de Gao et Tilemsi, impliquant les communautés hôtes et les personnes déplacées internes (PDI). Les tensions émergent en raison de l'occupation des espaces vacants par les PDI et de la division des parcelles de terre entre plusieurs personnes. Contrairement à d'autres types de conflits, celui-ci se manifeste principalement par des avertissements et parfois des disputes violentes.

Les motivations varient selon les parties prenantes. Pour les PDI, l'occupation des grands espaces leur offre la possibilité de rester groupés dans la commune d'accueil. Cependant, les propriétaires fonciers estiment qu'une fois que les PDI se sont installés sur leurs terres, il devient difficile de les faire partir,

² Etude réalisée par le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire de la France: <https://agriculture.gouv.fr/mali>

notamment lorsque les propriétaires souhaitent travailler sur ces terres. Dans la commune de Gao en particulier, il arrive que plusieurs personnes revendiquent la propriété de la même parcelle de terrain, alimentant ainsi la spéculation foncière. Chaque propriétaire est motivé par le désir de récupérer sa terre.

Il est important de souligner que ces tensions sont liées aux conflits liés à l'utilisation des infrastructures autour des ressources naturelles évoqués précédemment. Lorsque les PDI arrivent dans les localités d'accueil, il n'y a pas d'espaces exclusivement réservés à leur usage par les collectivités. Par conséquent, ils sont contraints d'occuper des espaces appartenant aux communautés hôtes sans l'autorisation de ces derniers, ce qui amplifie les frictions existantes liées à l'utilisation des ressources naturelles.

Ces tensions foncières ont des implications importantes, notamment dans le cadre de projets de développement. Les PDI jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de ces projets, mais leur intégration dans les communautés hôtes est souvent source de conflit. Il est nécessaire de trouver des solutions équilibrées pour gérer ces tensions et garantir des conditions d'utilisation des ressources naturelles qui soient justes et durables et sensibles aux conflits pour toutes les parties prenantes.

3.2 Tensions autour de la gestion des ressources éducatives à Ansongo et Gao

Les tensions entre les parents d'élèves et le personnel enseignant, ainsi qu'entre le comité de gestion scolaire (CGS)³ et les parents d'élèves révèlent plusieurs points importants.

Tout d'abord, le principal point de tension concerne les frais de scolarité. Selon la loi malienne⁴, l'enseignement public est gratuit et laïc, ce qui crée une attente de la part des parents d'élèves que leurs enfants puissent fréquenter l'école sans avoir à payer de frais. Cependant, il est mentionné que certains élèves sont exclus de l'école en raison du non-paiement des frais de scolarité, ce qui entraîne un sentiment d'injustice de la part des parents.

Une autre cause de tension réside dans la gestion de l'école par les comités de gestion scolaire (CGS). Les parents d'élèves reprochent aux CGS une mauvaise gestion des écoles, notamment en ce qui concerne l'utilisation des subventions de l'État. Ils accusent les membres des CGS, en collusion avec le personnel enseignant, de détourner ces fonds, ce qui renforce leur méfiance à l'égard de la gestion financière de l'école.

Les acteurs impliqués dans ce conflit sont les membres des CGS, le personnel enseignant et les parents d'élèves. Il est intéressant de noter que ce conflit ne mobilise pas d'autres acteurs au sein des communautés, ce qui sous-entend que le différend se concentre principalement sur les relations entre ces parties spécifiques.

³ Comité de Gestion Scolaire (CGS): les CGS sont constitués de parents d'élèves, ils sont mis en place pour sensibiliser les communautés, gérer les écoles, entretenir les infrastructures scolaires, formuler des propositions relatives aux sites et aux équipements et recruter les élèves. Enfin ils ont la responsabilité avec l'aide de la direction de l'école de faire l'état des lieux de l'école avant de convoquer en assemblée générale la population, les différents partenaires et acteurs de l'école afin d'élaborer le projet d'école et de son plan d'actions.

⁴ Loi 99-046 AN RM, portant loi d'orientation sur l'éducation,

Les motivations des acteurs impliqués sont diverses. Les parents d'élèves cherchent à protéger les droits de leurs enfants et à éviter qu'ils soient exclus de l'école à cause des frais de scolarité qu'ils estiment ne pas devoir payer. Pour le personnel enseignant, le paiement des frais de scolarité est perçu comme essentiel pour assurer la continuité des cours et l'achat de fournitures scolaires. Les membres des CGS sont motivés par le souci de défendre leur intégrité et d'assumer leur responsabilité dans la gestion financière de l'école.

Le conflit entre les parents d'élèves, le personnel enseignant et les membres des CGS autour des frais de scolarité et de la gestion des ressources financières des écoles met en évidence des divergences d'opinions et des attentes contradictoires. La recherche d'un équilibre entre l'accès à l'éducation de qualité et la viabilité financière des écoles est essentielle pour parvenir à une résolution durable de ce conflit.

3.3 Tensions autour de la gestion des centres de soins de santé communautaires (CSCOM) à Ansongo, Gao et Tilemsi

Dans les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi, ce type de conflit est observé au sein des centres de santé communautaires (CSCOM). Ce conflit se manifeste par des échanges tendus entre les patients et le personnel médical. Les causes principales de ces tensions sont liées à l'impatience des usagers et aux perceptions de favoritisme de la part du personnel médical. Malgré l'existence de cette tension les patients continuent de fréquenter les CSCOM car ils n'ont pas d'autres choix que d'attendre pour avoir des soins, toutefois les analyses démontrent que les politiques de gestion des ressources humaines au niveau des CSCOM font partie des causes profondes de cette tension. Il est à noter que les contraintes financières n'ont pas été mentionnées par les participants à cette étude.

Le favoritisme est perçu comme étant lié à l'ordre de passage lors des consultations. Le personnel médical estime que l'insuffisance de ressources humaines constitue la principale cause de ces conflits. En effet, lorsque seulement une ou deux personnes sont disponibles pour consulter tous les patients, les temps d'attente peuvent engendrer des frustrations.

Les acteurs impliqués dans ce type de conflit sont les membres des différentes communautés résidant dans les trois communes. Les motivations des acteurs varient en fonction de leur rôle dans le conflit. Les patients, en tant qu'usagers des services de santé, souhaitent que les consultations se déroulent dans l'ordre d'arrivée, sans qu'aucun patient ne soit négligé au profit d'un autre. De leur côté, le personnel médical est confronté à des contraintes de ressources humaines et doit prendre des décisions difficiles quant à l'organisation des soins, ce qui peut entraîner des accusations de partialité.

Il est essentiel de souligner que ce conflit est spécifiquement lié à la gestion des patients par le personnel médical et ne remet pas en cause le fonctionnement global des CSCOM, qui sont généralement gérés par des Associations de Santé Communautaire (ASSCO) au Mali.

3.4 Tensions sur le marché de l'échalote dans la commune d'Ansongo : Concurrence, espace de vente limité et fixation des prix

L'économie de la commune d'Ansongo repose principalement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce. Dans cette commune, le marché joue un rôle central, avec une section spécifique dédiée aux

vendeurs d'échalote. La culture de l'échalote est favorisée par la facilité d'écoulement des produits maraîchers, ce qui permet aux agriculteurs de subvenir à leurs besoins pendant la période de soudure.

Cependant, un conflit entre les vendeurs d'échalote a été identifié sur le marché de la commune d'Ansongo. Selon les participants à l'analyse des conflits, ce type de conflit se manifeste par des disputes entre les vendeurs eux-mêmes, ainsi qu'entre les acheteurs et les vendeurs. Ces disputes peuvent parfois dégénérer en altercations physiques.

Le conflit entre les vendeurs d'échalote a deux causes principales : tout d'abord, l'insuffisance des places allouées aux vendeurs sur le marché, et ensuite, la fixation des prix des produits. La conservation de l'échalote étant difficile, chaque vendeur cherche à écouler ses produits le plus rapidement possible afin d'éviter des pertes en termes de poids. La limitation de l'espace de vente crée donc une compétition féroce entre les vendeurs qui souhaitent tous obtenir une place pour commercialiser leurs échalotes. De plus, la fixation des prix des produits engendre également des tensions, car chaque vendeur cherche à maximiser ses profits.

Par ailleurs, le conflit entre les vendeurs et les acheteurs est motivé par les discussions et négociations sur les prix des échalotes. Les acheteurs cherchent à obtenir les oignons à un prix qui leur convient, tandis que les vendeurs cherchent à obtenir un prix qui satisfait leurs intérêts économiques. Ces discussions sur les prix peuvent parfois dégénérer en injures et conflits verbaux.

Les acteurs impliqués dans ce conflit sont les hommes, les femmes et les jeunes fréquentant le marché. Il est important de souligner que le marché est un lieu de rencontre et d'échange pour divers membres de la communauté, et donc les tensions peuvent impliquer des personnes de différents groupes et catégories sociales vivant dans la commune, y compris les communautés hôtes et les personnes déplacées internes.

Cette situation reflète les défis auxquels sont confrontés les vendeurs d'échalote dans la commune d'Ansongo, mettant en lumière la concurrence, l'espace de vente limité et la fixation des prix comme principales sources de tensions et de conflits sur le marché.

4. Perception sur l'inclusion et la participation dans les prises de décision autour des infrastructures communautaires

Malgré la disponibilité de certaines infrastructures socio-économiques, il revient constamment dans les entretiens la remise en question du processus de prise de décision autour de ces infrastructures.

4.1 Perception divisée concernant l'inclusion des jeunes et des femmes

La perception divergente concernant l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'identification et la conception des infrastructures communautaires crée une polarisation. Certains participants estiment que ces groupes sont exclus des processus décisionnels en raison de leur marginalisation et du manque d'interaction avec les autorités locales et traditionnelles. D'autres participants estiment au contraire que l'inclusion est effective et participative, avec des assemblées générales organisées pour recueillir les

opinions des membres de la communauté⁵. Cependant, certaines communes spécifiques rencontrent des problèmes d'inclusion, où les jeunes, les femmes et les plus vulnérables se sentent exclus et où des acteurs cherchent à bénéficier des dons des ONG. Selon eux, les jeunes, les femmes, les personnes démunies et les déplacés ne sont pas impliqués dans la prise de décision. Ils se sentent exclus en raison de leur situation de vulnérabilité et du manque d'interaction entre eux, les autorités locales et les chefs traditionnels. De plus, lorsque des ONG sont les donateurs des infrastructures, certaines personnes au sein de la mairie cherchent à exclure d'autres afin de bénéficier des dons une fois que l'ONG est partie. Ce groupe de participants exprime le sentiment que seule une partie de la communauté est invitée aux réunions chez le chef de village, tandis que certains leaders ne rendent jamais compte à la communauté.

Les parties impliquées dans les processus de prise de décision ont l'avantage d'avoir l'information sur les autres membres de la communauté, cet avantage qui est considéré comme le pouvoir de décision ou d'influence autour des infrastructures socio-économique est souvent la source de la monopolisation autour des infrastructures socio-économiques. Cette absence de reddition de comptes crée des problèmes de responsabilité au sein de la communauté, remettant en question la légitimité institutionnelle.

4.2 Pouvoir d'agir limité des jeunes et des femmes dans les processus de décision

Les jeunes et les femmes jouent un rôle important dans l'identification et la conception des infrastructures, mais leur pouvoir d'agir est limité en raison de plusieurs obstacles tels que la méconnaissance de leurs rôles spécifiques, le manque de prise en compte de leurs points de vue lors des réunions d'identification et leur exclusion de la réalisation des infrastructures.

Les femmes jouent un rôle actif dans la sensibilisation et l'identification des infrastructures, tandis que les jeunes contribuent par leur main-d'œuvre à leur réalisation. Cependant, ils font face à des obstacles qui limitent leur participation effective, comme cela a été mentionné précédemment. Malgré leur participation aux réunions d'identification, leurs points de vue ne sont pas pris en compte et les décisions continuent d'être prises par les hommes, ce qui se traduit par une exclusion de leur implication dans la réalisation des infrastructures. Même si les données recueillies ne révèlent pas explicitement cette exclusion, il est important de tenir compte de ce constat, car lors de l'étude initiale réalisée en début de projet, les leaders des organisations de jeunes avaient fortement souligné ce point. Dans la perspective de l'analyse précédente, il convient de souligner que dans les différentes communes étudiées, les femmes et les jeunes ont besoin d'un renforcement de leurs capacités afin de mieux comprendre leurs rôles et responsabilités dans le développement des communes. De plus, il est impératif de les écouter attentivement et de les soutenir activement dans les processus d'identification des infrastructures, ainsi que dans d'autres questions liées au développement de la commune.

⁵ Selon ces répondants, une assemblée générale est organisée chez le chef de village/quartier avant toute identification, permettant ainsi aux membres de la communauté d'exprimer leurs opinions sur le processus

4.3 La gestion et à la qualité des infrastructures communautaires

La gestion des infrastructures communautaires génère des conflits, en raison de problèmes tels que la méthode de mise en place des comités de gestion, la monopolisation des infrastructures par certains membres de ces comités et la mauvaise qualité et quantité des infrastructures. Les communautés expriment leur insatisfaction quant à la façon dont les comités de gestion sont formés, car cela conduit à la monopolisation des infrastructures et à des tensions internes. La mauvaise qualité des infrastructures, notamment dans les domaines tels que les points d'eau, contribue également aux conflits. Il est nécessaire d'améliorer la méthode de mise en place des comités de gestion, de garantir une répartition équitable des infrastructures, de maintenir leur qualité et de répondre pleinement aux besoins des communautés

L'analyse de cette partie porte essentiellement sur les infrastructures déjà disponibles au sein des communes. Selon les participants les difficultés liées à la gestion des infrastructures socio-économiques sont:

- **Méthode de mise en place des comités de gestion des différentes infrastructures**

Dans certaines communes, notamment à Ansongo, la méthode de mise en place des comités de gestion est critiquée par les communautés. Ces comités sont souvent constitués sans réelle consultation, ce qui conduit à la monopolisation des infrastructures par les personnes qui participent aux activités des ONG dans la commune. Cette approche génère des conflits et une insatisfaction quant à la gestion des infrastructures, notamment dans le domaine de l'eau. Les jeunes hôtes de la commune de Tilemsi partagent également cette perception négative, soulignant le manque ou la mauvaise qualité des infrastructures. Ces problèmes de gestion alimentent les conflits, car les infrastructures ne répondent pas aux besoins de la population.

- **La qualité et la quantité des infrastructures**

Les infrastructures socio-économiques existantes ne répondent que partiellement aux besoins des communautés en raison de leur insuffisance, de leur mauvaise qualité et de leur répartition inadéquate. Cela suscite des conflits, notamment dans des domaines tels que les points d'eau et les espaces commerciaux, où la demande dépasse l'offre. La mauvaise qualité des infrastructures est une autre raison majeure qui favorise le népotisme. En plus de favoriser le népotisme, la mauvaise qualité des infrastructures joue un rôle significatif dans ce phénomène. Un exemple concret est la situation des points d'eau dans les trois communes, qui s'assèchent à certaines périodes de l'année et connaissent une diminution progressive de leur débit avant de se tarir complètement. Cette réalité pousse les gestionnaires des infrastructures (membres de la communauté impliqués dans le projet du début à la fin) à privilégier leurs proches dans l'accès à l'eau. La qualité médiocre des infrastructures peut être attribuée à la captation inappropriée de la nappe phréatique, entraînant un débit insuffisant pendant les périodes de faible écoulement et ne répondant donc pas aux besoins de la communauté. Par ailleurs, dans la commune de Tilemsi, l'absence de maintenance a rendu certains points d'eau inutilisables.

De plus, dès l'étude de base du projet, il a été identifié que la répartition spatiale inéquitable et le nombre insuffisant d'infrastructures sont des facteurs déclencheurs de conflits au sein des trois communes. Dans l'ensemble, les infrastructures socio-économiques ne répondent que partiellement aux besoins des communautés en raison de leur insuffisance ou de leur mauvaise qualité.

Il est important de noter que ces déficiences au niveau de la qualité et de la quantité des infrastructures soulignent l'urgence d'améliorer les processus de conception, de mise en œuvre et de maintenance des infrastructures, afin de garantir qu'elles répondent réellement aux besoins des communautés et favorisent un développement inclusif et durable.

5. Analyse ne pas nuire et recommandations sensibles aux conflits

L'analyse de cette partie porte sur deux points: il s'agit d'opportunités pour la paix existantes pouvant appuyer la mise en œuvre des activités du projet et atténuer les dynamiques de conflits existantes et les risques pouvant affecter la participation des communautés lors de la mise en œuvre des activités.

5.1 Les opportunités

L'analyse des opportunités permet d'aboutir à une analyse sur *la légitimité institutionnelle* à travers les trois communes (Ansongo, Gao et Tilemsi). De façon générale, les communautés sont satisfaites des services qu'elles demandent aux personnes/structures/mécanismes suivants : Les leaders jeunes, les leaders femmes, les COFO, les autorités traditionnelles⁶ ; quant aux mécanismes classiques (Police, gendarmerie et tribunal) seulement une partie des participants est satisfaite des services rendus par ces derniers.

Les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi disposent de différents mécanismes de gestion des conflits, bien que spécifiquement liés aux infrastructures, ces mécanismes jouent un rôle essentiel dans la résolution des différends au sein des communautés. Parmi ces mécanismes, on retrouve :

- **Les cadis** : juges de la religion musulmane qui remplissent des fonctions civiles, judiciaires et religieuses. Ils tranchent les litiges selon la charia coranique. Les communautés ont une bonne perception des cadis, car ils sont connus pour décider en se basant sur les lois coraniques. Cependant, la sollicitation des cadis est volontaire.
- **Les mouvements de jeunes** : Les associations de jeunes mettent en place des mouvements chargés de gérer les conflits locaux à l'échelle régionale. Les conseils communaux de la jeunesse jouent un rôle important dans la gestion des conflits entre les jeunes, bénéficiant de la confiance de ces derniers.
- **Les leaders femmes** : Les associations féminines regroupées au sein de la Coordination des Associations et Organisations Féminines du Mali (CAFO) gèrent les litiges opposant les femmes entre elles. Lorsque les leaders des associations ne parviennent pas à résoudre les conflits, ils sont remontés à la coordination. Les coordinations ont des démembrements au niveau de chaque commune de la région.
- **Les commissions foncières**⁷ Les Commissions Foncières Villageoises ou de Fraction (COFO) ont été créées par le gouvernement malien pour gérer les conflits liés aux ressources naturelles de manière inclusive. Les COFO s'occupent de l'aménagement des terres, de la formation des

⁶ Les chefs de village et leurs conseils constituent les autorités traditionnelles. Ils peuvent être sollicités par la communauté pour gérer les conflits entre les membres. Le gouvernement malien a décrété une journée des légitimités traditionnelles pour renforcer la confiance envers ces autorités.

⁷ Décret n°2018-0333/P-RM du 04 avril 2018 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission foncière villageoise ou de fraction.

femmes en alphabétisation fonctionnelle, de l'accès des femmes au foncier rural, et accompagnent les agriculteurs et les pasteurs. Elles sont sollicitées pour la gestion des conflits liés aux ressources naturelles et bénéficient de la confiance de ceux qui y recourent.

- **La police, la gendarmerie et le tribunal** : Ces mécanismes classiques de gestion des conflits se trouvent dans les chefs-lieux de cercle, à savoir Gao et Ansongo. Toutefois, les communautés y ont rarement recours en raison de la longueur du processus. Ces mécanismes sont sollicités lorsque les autres mécanismes n'apportent pas de satisfaction. La confiance envers ces mécanismes classiques est partagée par les participants, certains estimant que seuls ceux qui ont les moyens d'influencer en bénéficient, tandis que d'autres pensent qu'ils tranchent impartialement en se basant sur les faits.

Le pouvoir d'agir individuel des leaders religieux et les leaders traditionnels jouent un rôle essentiel dans la promotion de la cohésion sociale au sein des différentes communes. Ces acteurs, de manière individuelle, parviennent actuellement à résoudre efficacement les conflits qui leur sont présentés. Leur implication contribue à la promotion de la cohésion sociale en utilisant leurs connaissances, leurs compétences et leur autorité pour résoudre les différends de manière pacifique.

Cependant, il convient de noter que cette approche individuelle peut présenter des limites en termes de portée et de durabilité. Pour une résolution des conflits plus systématique et durable, il est nécessaire de soutenir ces acteurs en renforçant leurs capacités, en favorisant la collaboration entre les différents intervenants et en établissant des mécanismes de gestion des conflits plus formels et inclusifs. Cela permettrait de capitaliser sur les acquis actuels et de renforcer encore davantage la cohésion sociale au sein des communautés.

5.2 Analyse des risques pour la mise en œuvre du projet

L'analyse des données révèle des risques à tenir compte pour la mise en œuvre de ce projet il s'agit de :

L'intensification des tensions liées à la gestion de certaines infrastructures

- Une gestion des infrastructures perçus non transparente au sein des différentes localités engendrerait toujours des tensions de part et d'autre, il en est de même pour l'attribution des constructions au niveau du marché d'Ansongo. Aussi, le mode de mise en place des comités de gestion des infrastructures favorise le népotisme, où les personnes impliquées dans les activités des ONG deviennent automatiquement les gestionnaires. Cela conduit à une mauvaise gestion, à la monopolisation des avantages et à une exclusion des autres membres de la communauté.
- Cette mauvaise gestion des infrastructures peut entraîner l'exclusion et la marginalisation des groupes vulnérables tels que les jeunes, les femmes et les personnes marginalisées. Si leurs voix ne sont pas prises en compte dans les processus de décision, cela renforce les inégalités et limite leur accès aux avantages et aux ressources associés aux infrastructures. Autrement dit, cette exclusion peut entraîner des tensions, des conflits et une augmentation des inégalités.
- La mauvaise qualité des infrastructures, notamment des points d'eau, crée des problèmes d'approvisionnement en eau pour les communautés. Cela entraîne des tensions, des conflits et une insatisfaction générale, car les infrastructures ne répondent pas pleinement aux besoins de la population. Aussi, le manque de maintenance des infrastructures, en particulier dans la commune

de Tilemsi, conduit à l'inutilisabilité de certains points d'eau. Cela affecte la durabilité des infrastructures et nuit à la satisfaction des besoins de la communauté à long terme.

L'amplification des tensions communautaires (cohésion verticale et horizontale) : les conflits exacerbant les divisions existantes dues à la mauvaise gestion des infrastructures socio-économiques. A chaque fois qu'il y a des tensions entre les membres de la communauté, la cohésion sociale est fragilisée.

- *Perte de confiance et désengagement* : lorsque les membres de la communauté perçoivent une gestion inéquitable, inefficace ou corrompue des infrastructures, cela peut entraîner une perte de confiance dans les institutions et les responsables chargés de la gestion. Cela peut conduire à un désengagement de la part de la communauté, à une baisse de la participation aux initiatives de développement et à une détérioration des relations entre les acteurs concernés.
- *Impact sur le développement local* : les conflits prolongés et non résolus peuvent entraver le développement local et la mise en œuvre de projets d'infrastructures. Cela peut retarder ou empêcher la réalisation de projets nécessaires à la croissance économique, à l'amélioration des services publics et à la qualité de vie des communautés.

De façon générale, il ressort de l'analyse des données que la participation des communautés aux différentes activités du projet est très attendue, ce qui voudrait dire que cette participation attendent d'être inclusives. Néanmoins, il est bon de rappeler que les leaders qui participent aux restreintes doivent prendre l'habitude de faire des restitutions à leurs bases à la sortie de chaque réunions. Pour une meilleure mise en œuvre des activités les participants ont formulé des recommandations.

5.3 Recommandations formulées par les participants aux entretiens

Pour mieux orienter la mise œuvre des activités du projet, des recommandations ont été formulées par les participants aux différents entretiens; il est important de souligner que ces recommandations diffèrent de celles issues de l'analyse des données.

Ce conflit scan a été réalisé à un moment où les activités communautaires du projet étaient en phase de commencement, l'équipe a jugé nécessaire de demander aux participants des différents entretiens de faire des recommandations sur les différentes activités que le projet doit réaliser afin que l'aspect sensibilité aux conflits soit prise en compte lors de l'implémentation des activités. Les participants ont formulés les recommandations suivantes :

- Impliquer toutes les couches dans l'identification des infrastructures sans aucune discrimination (communautés hôte et PDI);
- Faire participer les leaders des différentes communautés et les OCB (organisations communautaires de base) aux ateliers de validation des infrastructures socio-économiques;
- Faire en sorte que les sessions de dialogues communautaires touchent le maximum de membres au sein des différentes communes de mise en œuvre afin de capter les préoccupations des communautés à la base;
- Mettre en place des comités de gestion des infrastructures socio-économiques représentatives de l'ensemble des communautés (Jeunes, femmes, PDI, communautés hôte);

- Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes au niveau de chaque commune et faire en sorte que ce mécanisme apporte systématiquement des réponses aux plaintes;
- Faire en sorte que les infrastructures socio-économiques soient de meilleure qualité (des puits qui ne tarissent pas quel que soit la période de l'année);
- Faire en sorte que les bénéficiaires des activités de cash for work (CFW) soient des jeunes issus des différentes communautés des communes d'interventions du projet.

6. Recommandations

Renforcer la participation inclusive : il est essentiel d'impliquer activement les femmes, les jeunes, les personnes démunies et les déplacés dans le processus de prise de décision et de gestion des infrastructures. Cela peut être réalisé en organisant des réunions spécifiques pour recueillir leurs points de vue, en créant des espaces de dialogue et de concertation, et en veillant à ce que leurs voix soient entendues et prises en compte dans les décisions.

Assurer leur représentation équitable dans les processus décisionnels et prendre en compte leurs perspectives pour garantir une gestion inclusive et adaptée aux besoins de tous. Par exemple, **lors des activités CFW** les membres de comité de ciblage doivent assurer l'inclusion de différents groupes et il est recommandé que la mise en place des comités ne soit pas réalisée seulement par les leaders communautaires ou les autorités, mais plutôt à travers des mécanismes participatifs qui impliquent les différents groupes, ou encore mener des consultations avec les communautés pour définir les critères de ciblage des activités d'argent contre travail" futures de manière participative en assurant l'inclusion des groupes diverses

Promouvoir la transparence et la redevabilité :

- organiser des formations et des ateliers pour les membres des comités de gestion afin de renforcer leurs compétences en matière de gestion des infrastructures, de résolution des conflits et de prise de décision participatives. Cela peut inclure des sessions sur la gouvernance transparente, la communication efficace et la gestion des ressources;
- Développer des campagnes de sensibilisation pour informer la communauté sur l'importance de la participation inclusive, de la transparence et de la redevabilité dans la gestion des infrastructures. Utiliser des canaux de communication efficaces, tels que des réunions communautaires, des médias locaux et des affichages publics, pour partager des informations sur les projets d'infrastructures, les processus de prises de décision et les résultats obtenus;
- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation participatifs pour permettre à la communauté de suivre l'état des infrastructures,
- Initier des activités de bulletin de score (par exemple au niveau des CSCOM et les infrastructures publiques) pour permettre aux communautés et aux personnels d'échanger et d'établir ensemble des critères sur le fonctionnement des services (ex: CSCOM);

Encourager la collaboration entre les différentes parties prenantes, y compris les autorités locales, les ONG, les organismes de développement et la communauté, pour une gestion collective des infrastructures. Cela peut impliquer la création de plateformes de dialogue et de partenariats formels pour faciliter la coordination, le partage des responsabilités et la prise de décision conjointe.

Intégration des besoins spécifiques en tenant compte des besoins spécifiques des groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les personnes déplacées, dans la planification, la conception et la gestion des infrastructures.

7. Conclusion

Ce premier conflit scan du projet « *construisons pour la paix* » a permis de comprendre les dynamiques des conflits autour des infrastructures socio-économiques dans les communes d'Ansongo, Gao et Tilemsi. Ce scan de conflit a mis en évidence des défis importants, notamment l'exclusion des femmes, des jeunes, des personnes démunies et des déplacés, ainsi que des lacunes dans la prise en compte de leurs besoins et perspectives. Ces problèmes ont engendré des tensions, des conflits et une mauvaise gestion des infrastructures, compromettant ainsi leur efficacité et leur impact réel sur les communautés.

L'analyse Do No Harm a permis de prendre en compte les risques potentiels liés à cette situation. Les impacts négatifs tels que l'aggravation des inégalités, la marginalisation des groupes vulnérables et la dégradation des relations sociales ont été identifiés. Cependant, l'analyse a également révélé des opportunités d'action pour promouvoir des changements positifs et atténuer les risques.

Les recommandations d'adaptation mettent l'accent sur l'importance d'une participation inclusive et transparente de tous les membres de la communauté dans les processus de décision. Il est essentiel d'impliquer activement les femmes, les jeunes, les personnes démunies et les déplacés dans l'identification, la conception et la gestion des infrastructures. Cela peut être réalisé en organisant des assemblées générales et en mettant en place des mécanismes de reddition de comptes pour garantir une représentation équitable et une prise de décision collective.

En somme, en adoptant une approche basée sur les principes de la DO NO HARM et en mettant en œuvre les recommandations d'adaptation, il est possible de transformer les infrastructures communautaires en des catalyseurs de développement inclusif et durable. Cela permettra de renforcer la participation, la redevabilité et la résolution pacifique des conflits, favorisant ainsi un véritable progrès pour les communautés concernées.